

Nantes métropole (Loire-Atlantique) • 24 communes • 594 000 hab.

# Les Roms au cœur d'un partenariat avec des villages roumains

Pour répondre à une forte immigration rom, Nantes métropole soutient des projets dans les villages d'origine. L'objectif de la communauté urbaine est de limiter de nouveaux afflux de population.

**N**antes métropole a aidé financièrement à rénover une école à Salcuta et à construire un vestiaire de football à Vartop, deux villages de Roumanie de moins de 2500 habitants abritant de fortes populations roms. A l'origine, la communauté urbaine, lassée d'une réponse isolée et peu efficace à l'afflux de populations roms (1500 personnes environ aujourd'hui dans l'agglomération), signe le 30 mai 2013 une convention de coopération décentralisée avec quatre communes roumaines d'où sont originaires des Roms installés dans l'agglomération nantaise. Objectif ? Initier des projets en Roumanie pour y fixer les populations et agir sur place à Nantes en facilitant l'insertion.

### Impliquer la population

L'association « Une famille un toit » est retenue par Nantes métropole pour mener à bien cette coopération, avec un chef de projet en France et un chargé de mission roumain sur place. Nantes métropole met plusieurs conditions : « Chacun des projets de développement financés doit



L'école de Salcuta en Roumanie a bénéficié de l'aide financière de Nantes métropole et du travail de coopération de l'association « Une famille un toit ».

bénéficier à l'ensemble du village. De plus, pour un euro investi par Nantes métropole, deux euros doivent l'être localement », indique Maëlle Daniaud, responsable de la mission « migrants de l'Est non sédentarisés » à la direction de la cohésion sociale. En pratique, le financement est plutôt réparti entre Nantes métropole, pour une moitié, et la commune ainsi que le judet (conseil général), pour l'autre.

Par ailleurs, le projet doit impliquer la population : « A Vartop, le vestiaire a été créé dans le cadre d'un chantier-école d'insertion avec à la clé la délivrance de certificats de compétences », note le chef de projet, Yves Aubry. En revanche, à Punghina, le projet de maison de retraite patine. Il pourrait aider notamment au retour de femmes et d'hommes veufs ou de Roms restés seuls au pays.

### Un travail de longue haleine

Certains projets ont abouti sans l'intervention de Nantes. Tel ce magasin de coopérative abandonné et repris non par la mairie de Punghina comme le préconisait l'étude de l'association nantaise, mais par un grossiste privé. Profitant de la dynamique impulsée par Garla Mare, commune porteuse d'un projet de déchetterie, le judet de Mehedinti met en place, lui, tout un réseau. « Au final, les projets émergent doucement, nécessitant

**BUDGET**

120 000 € prévus sur trois ans et un soutien à l'association « Une famille un toit ».

**BENEFICIAIRE**

Maëlle Daniaud, responsable de la mission « migrants de l'Est non sédentarisés » à la direction de la cohésion sociale, tél. : 02.41.41.65.88.

des échanges entre partenaires et la recherche de financements » observe Maëlle Daniaud.

Nantes œuvre aussi sur son territoire et soutient soixante familles. Dix d'entre elles sont suivies par une assistante sociale et l'association « Une famille un toit ». Elles sont accueillies en mobiles homes sur un terrain aménagé, sous réserve de scolarisation des enfants, d'insertion par l'emploi et d'absence de problèmes judiciaires. Au bout de dix à dix-huit mois, les familles pourront accéder à un logement social. Les cinquante autres familles ont déjà suivi ce parcours et ont accès à un logement social, après décision d'une conférence trimestrielle interbailleurs (bailleurs, associations, ville de Nantes) et par le biais d'une association sous-louant aux bailleurs. But ultime : l'accès autonome à un logement. La communauté urbaine participe également, avec l'Office français de l'immigration et de l'intégration aux aides individuelles au retour au pays à la suite de l'accord-cadre franco-roumain signé en 2012. A ce jour, six familles ont regagné la Roumanie avec pour projets la création d'exploitation agricole d'entreprises de maçonnerie ou de couture, etc. *Frédéric Ville*

## En France, une coopération timide

Depuis la circulaire interministérielle du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites, l'Etat impose de réaliser un diagnostic par campement afin de faire émerger des solutions de sortie, en France ou dans le pays d'origine. En parallèle, « des actions de coopération décentralisée se développent entre collectivités françaises et roumaines notamment », indique-t-on à la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement. Exemple avec Lyon qui a aidé Tinca en Roumanie à électrifier un quartier et à créer un centre multifonctionnel d'accueil, la coopération entre le Rhône et un judet roumain (insertion sociale) ou, bientôt, entre Montpellier et Barbolesti.